

Fiche

La monnaie est un intermédiaire qui facilite les échanges de biens ou de services. L'échange entre deux agents peut se réaliser par le moyen du troc, mais ce mode d'échange comporte des inconvénients : il suppose que les valeurs à échanger soient approximativement d'un même montant, et que chacun des échangistes ait besoin du bien offert par l'autre. La monnaie, en pouvant se subdiviser et en permettant, en tant qu'équivalent général, d'acquérir n'importe quel autre bien, élimine ces inconvénients. Par ailleurs, elle permet de différer l'échange dans le temps. Si l'histoire de la monnaie à travers le temps montre qu'elle a longtemps pris des formes matérielles (« monnaies-marchandises » comme la tête de bétail, un poids de sel ou de métal, ou encore des épices, du thé ou des peaux d'animaux), la monnaie a connu, au cours de son évolution multiforme, une tendance générale à la dématérialisation. Elle a évolué de la pièce d'or au billet pour être, aujourd'hui, majoritairement utilisée sous la forme immatérielle d'écritures numériques sur les comptes bancaires.

I. Les fonctions de la monnaie

- Quelle que soit sa forme, la monnaie remplit, pour les agents économiques, trois fonctions principales : elle est un **étalon de mesure de la valeur**, qui permet de comparer la valeur relative de différents biens, donc de fixer leur prix ; elle est un **instrument d'échange** qui permet de réaliser concrètement les transactions en attribuant à chacun la valeur qui lui est due (à ce titre, elle permet d'acheter n'importe quel bien et d'éteindre les dettes : on dit qu'elle a un « **pouvoir libérateur** ») ; elle est un **instrument de réserve de valeur** qui permet d'épargner, donc de transférer la valeur dans le temps. Une des conditions pour qu'elle puisse remplir ces trois fonctions, en bénéficiant de la confiance des individus, est que sa valeur soit à peu près stable dans le temps (c'est-à-dire que son pouvoir d'achat ne soit pas rongé par l'inflation).
- À côté de ces fonctions économiques, la monnaie a aussi une fonction symbolique et politique : à travers les effigies qui ornent les pièces et les billets, elle manifeste la **souveraineté de l'État** (ou d'un ensemble d'États, dans le cas de l'euro) dans lequel elle est émise et circule.

 [Exercice n°1](#)

II. Les formes actuelles de la monnaie

- Dans les économies modernes, la monnaie se présente sous deux grandes formes qui ne sont pas équivalentes du point de vue de leur importance relative dans l'ensemble de la « **masse monétaire** » : la monnaie **fiduciaire** et la monnaie **scripturale**.
- La monnaie fiduciaire est composée des pièces et des billets de banque en circulation. La monnaie métallique, dite aussi **divisionnaire** (les pièces) permet de faire l'appoint précis dans les petits paiements. Sa valeur faciale (celle qui est indiquée sur les pièces et billets) n'a pas de rapport avec son coût de production. Elle est émise par le Trésor public et revendue à la Banque centrale. Elle représente une très faible proportion de l'ensemble de la monnaie en circulation. Notons que certains pays de la zone euro comme l'Irlande ou la Finlande ont décidé de faire disparaître les pièces de 1 et 2 centimes d'euros. Les billets de banque, le **papier-monnaie**, a également une valeur d'échange qui n'a pas de rapport avec son coût de production. Comme les pièces, elle est « fiduciaire » parce que sa valeur affichée ne s'appuie que sur la confiance (en latin, *fides*) que les utilisateurs lui accordent. Jadis, le billet était la contrepartie du dépôt d'une certaine quantité de métal précieux (or ou argent) auprès d'un banquier qui, en échange, délivrait un certificat de dépôt, plus commode pour réaliser des échanges.
- La monnaie **scripturale** est constituée de l'ensemble des dépôts détenus par les ménages et les entreprises dans les établissements bancaires. Immatérielle, elle n'existe donc que sous forme d'écritures (aujourd'hui numériques) dans les livres de comptes des banques. Elle est mobilisable par divers moyens, les chèques, mais surtout, aujourd'hui, les instruments de paiement dématérialisés comme les cartes, virements informatiques, terminaux de paiement, smartphones, porte-monnaie électroniques, etc.
- Dans l'ensemble de ce que les économistes appellent la **masse monétaire**, c'est-à-dire le total des moyens de paiement en circulation, la monnaie fiduciaire représente aujourd'hui moins de 10 % de la monnaie, la monnaie scripturale en représentant plus de 90 %.

 [Exercice n°2](#)

 [Exercice n°3](#)

III. Qui crée la monnaie scripturale ?


- La monnaie scripturale est créée par les banques, lorsqu'elles accordent des prêts à leurs clients. Lorsqu'un ménage demande et obtient un prêt à sa banque (par exemple pour acquérir un logement), le banquier inscrit le montant du prêt à l'actif du compte courant

du ménage. Il ne prête pas une somme qui existerait déjà et qu'il prélèverait dans les réserves de la banque.

- On dit qu'il crée de la monnaie (scripturale) **ex nihilo**, à partir de rien. Il y a bien « **création monétaire** », la masse monétaire augmente. En contrepartie, la banque inscrit au passif du compte la créance qu'elle détient désormais sur le ménage : au fur et à mesure que le ménage rembourse son prêt, la monnaie est, à l'inverse, « **détruite** » et la masse monétaire diminue. La créance détenue par la banque diminue progressivement, au fur et à mesure que s'éteint la dette de l'emprunteur. Pour garantir le remboursement et pour rémunérer le service qu'elle rend, la banque prélève, en plus du montant du prêt, un taux d'intérêt. Le principe de la création de monnaie scripturale par les banques est le même lorsqu'elles financent les besoins des entreprises pour leurs investissements.
- Quand on analyse ces mécanismes au niveau macroéconomique, on remarque qu'il y a donc simultanément un grand nombre d'opérations qui « créent » de la monnaie (les crédits accordés) alors que d'autres opérations « détruisent » de la monnaie (les remboursements de prêts). Globalement, c'est le solde (positif ou négatif) de ces opérations qui amènera la masse monétaire à s'accroître ou à se contracter.

IV. Le rôle de la Banque centrale dans la création monétaire

- Les banques ordinaires (dites banques commerciales) n'ont cependant pas un pouvoir illimité de création monétaire : d'une part, elles doivent respecter certaines règles prudentielles dans l'octroi des prêts. Elles sont tenues, pour limiter les risques de défaillance des emprunteurs, de vérifier la solidité financière de ces derniers et leurs capacités à faire face à leur endettement.
- D'autre part, elles doivent tenir compte du fait qu'une partie des crédits qu'elles accordent va donner lieu, à plus ou moins court terme, à une demande de conversion de la monnaie scripturale créée en « monnaie centrale », c'est-à-dire en billets. Or, elles ne peuvent émettre ces billets. Cette émission est un privilège réservé à la Banque centrale, la « banque des banques ». Les banques commerciales doivent donc s'approvisionner en billets auprès de la Banque centrale ou auprès d'une autre banque ayant des excédents en billets, sur le marché monétaire : en échange de la monnaie centrale recherchée, la banque qui cherche à se refinancer offre des titres financiers à court terme qui servent de garantie.
- Mais cette opération de « refinancement » a un « coût » représenté par le taux d'intérêt du marché monétaire, taux auquel les banques se prêtent des billets entre elles. Ce taux d'intérêt est lié au taux directeur qu'applique la Banque centrale lorsqu'on s'adresse à elle pour refinancement.
- En faisant varier, à la hausse ou à la baisse, ce taux directeur, la Banque centrale peut donc influencer le coût du refinancement des banques commerciales. Par exemple, lorsque l'activité économique est peu dynamique, une baisse du taux directeur de la Banque centrale abaisse le coût du refinancement des banques, qui peuvent alors être incitées à accorder des prêts de manière plus « généreuse » et à des taux d'intérêt plus bas. Cette orientation peut conduire les agents économiques à réaliser plus rapidement leurs projets d'investissement et entraîner une relance de l'économie.
- À l'inverse, en période de risques de « surchauffe » et de reprise de l'inflation, la Banque centrale peut augmenter le taux directeur, accroissant ainsi le coût de refinancement pour les banques, et dissuadant ces dernières d'accorder plus de prêts. L'activité économique est alors freinée, de même que les risques d'inflation.

 Exercice n°4